

L' Iran des mollahs et de la République islamique

Paul Balta

Ancien directeur du Centre d'études de l'Orient contemporain à l'université de Paris III-Sorbonne Nouvelle

Ruhollah Khomeyni (1900-1989) est indéniablement le fossoyeur de la dynastie des Pahlavi et le fondateur de la République islamique d'Iran, proclamée le 1er avril 1979 qui illustre, pour le dernier quart de siècle, les particularités de l'islam dans ce pays. Paul Balta, journaliste, ancien directeur du Centre d'études de l'Orient contemporain à l'université de Paris III-Sorbonne Nouvelle et témoin de la révolution iranienne, nous permet de mieux cerner ce théologien sorti du Moyen Âge qui a tenu tête à la première puissance du monde, qualifiée de « Grand Satan », mais qui, malgré les espoirs suscités par ses promesses, a finalement donné à son entreprise le caractère d'une révolution à rebours.

La théorie du velayat faqih

Alors que je couvrais la révolution iranienne pour *Le Monde*, j'étais revenu quelques jours à Paris, en novembre 1978. Abol Hassan Bani Sadr, principal conseiller de Khomeyni et futur président de la République, m'avait dit que l'ayatollah, qu'on appelait aussi *imam*, souhaitait me rencontrer. Devant mon étonnement, il m'avait expliqué qu'on lui traduisait les principaux articles de la presse française et qu'il avait dit à mon sujet : « *Qui c'est ? Il n'écrit pas comme les autres, il connaît l'islam et l'Iran. Je veux le voir* ». Je m'étais donc rendu à Neauphle-le-Château où il vivait en exil depuis le 5 octobre et avais partagé son frugal repas : un grand bol de soupe, du pain, des fruits et en supplément pour moi, des gâteaux. Il avait indiqué d'emblée qu'il me poserait des questions avant de répondre aux miennes. En conclusion il déclara qu'il m'accorderait une interview officielle, ce dont il n'était pas coutumier.

Lors de cette interview, en janvier 1979, je lui avais demandé : « *Quand vous gagnerez, quel sera le statut de l'Iranienne ?* » Réponse : « *Nos femmes se battent comme des lionnes. Elles méritent toute notre admiration. Dans l'état islamique, elles auront le statut qui leur revient* ». Trois semaines plus tard, dans l'avion qui le ramenait à Téhéran, le 1er février, j'avais été invité à m'entretenir avec lui. Rappelant qu'il avait été en exil depuis plus de quinze ans, notamment en Irak, je lui demandais ce qu'il éprouvait au moment de fouler le sol natal. Penchés vers nous, ses principaux collaborateurs attendaient, anxieux. Après un interminable silence, il répondit : « *Rien !* ». Nous n'avons jamais su s'il estimait trop complexe d'exprimer ses sentiments ou s'il jugeait indigne d'un homme de son rang de les étaler.

À Téhéran, plus de dix millions de personnes l'ont accueilli entre l'aéroport et le cimetière de

Behechte Zahra où il a prononcé son premier discours. J'étais à côté de sa voiture en verre blindé. Comme à l'accoutumée son visage était impassible, mais j'ai remarqué que deux larmes coulaient le long de ses joues. C'est la seule fois où je l'ai vu exprimer une émotion ! Huit jours plus tard, dans la ville sainte de Qom, il a prononcé un discours idéologico-religieux. Il a dessiné les grandes orientations de la future République islamique et proclamé obligatoire le port du *tchador* – « voile » – qui avait été aboli par le chah. À l'issue de la cérémonie, je lui avais exprimé mon étonnement concernant le *tchador*, mais il m'avait rétorqué : « *Je vous avais dit qu'elles méritent toute notre admiration, c'est toujours le cas, mais j'avais ajouté que dans l'état islamique, elles auront le statut qui leur revient* ».

Dans *Le gouvernement islamique*, publié en 1970 lors de son exil en Irak, il avait défini la théorie du *velayat faqih*, « le gouvernement du docte religieux ». Son principe est le suivant : en l'absence du douzième Imam, occulté en 874 et qui ne reviendra qu'à la fin des temps, le plus habilité à assurer les pouvoirs spirituels et temporels est le *faqih*, le religieux le plus savant, ou un groupe de religieux s'il n'y a pas un candidat unique incontestable.

Cette théorie a été incorporée dans le projet de Constitution publié le 4 novembre 1979 et adopté par référendum le 3 décembre. Le texte comporte des innovations qui seront occultées à l'étranger par l'occupation, ce même 4 novembre, de l'ambassade des États-Unis à Téhéran, par des « étudiants islamiques dans la ligne de l'imam » qui prennent en otages cinquante-deux diplomates pendant quatre cent quarante-quatre jours, jusqu'au 21 janvier 1981. Les innovations n'en sont pas moins réelles puisqu'elles prévoient des dispositions démocratiques contrastant avec les pratiques autocratiques ou théocratiques qui prévalent dans les pays voisins. Ainsi, en Arabie saoudite, bastion de l'islam sunnite, il n'y a ni Constitution ni élections.

Guide suprême et suffrage universel

À la demande de Khomeyni, un savant irakien, l'ayatollah Baqer Sadr – exécuté en 1980 sur l'ordre de Saddam Hussein – avait rédigé une *Note liminaire* qui a servi de base à la Constitution. Il rappelle d'emblée qu'en Islam « *Dieu est la seule source de pouvoir* » alors que dans les démocraties occidentales « *le pouvoir émane du peuple* ». Néanmoins, il recourt aussitôt à un subtil argument théologique pour justifier que dans la République islamique, la *Oumma*, ou communauté des croyants, soit investie des pouvoirs législatifs et exécutifs. « *Ce droit, écrit-il, est accordé par Dieu [...] dans le même sens où le calife peut remplacer le Prophète : c'est un droit de gérance. Par l'exercice du pouvoir, la Oumma accroît son sens des responsabilités de façon importante car elle prend conscience qu'elle dirige en tant que représentant de Dieu sur terre* ». Dès lors, le Président de la République et les députés sont élus au suffrage universel, les femmes sont électrices et éligibles, le *majlis*, ou chambre des députés, a en principe un large droit de contrôle.

Khomeyni a cependant prévu diverses instances pour verrouiller le système et préserver les privilèges des religieux. Appelé Guide suprême, le *velayat faqih* est le premier personnage de l'État ; il a la prééminence sur le président de la République et est chef des armées. Alors qu'il avait dénoncé les titres honorifiques du chah dont celui, séculaire, de « *Roi des Rois* », il accepte ceux de « *Guide Sublime* », « *Vaillant combattant* », « *Moïse de notre époque* », « *Briseur d'idoles* », « *Exterminateur des tyrans* », « *Libérateur de l'humanité* » !

Les principales instances contrôlée par les religieux sont : le Conseil du discernement de l'intérêt supérieur du régime, le Conseil des Gardiens, sorte de Conseil constitutionnel ; ce dernier contrôle les dossiers de candidatures à l'Assemblée des experts dont une des prérogatives est de désigner le Guide ; les experts peuvent ainsi – et ils l'ont fait – écarter les candidats libéraux. Enfin, les conservateurs ont la haute main sur le pouvoir judiciaire dont le chef est nommé par le Guide, sur

les services spéciaux et sur les *Pasdaran*, ou Gardiens de la Révolution, qu'ils n'hésitent pas à utiliser pour commettre des attentats contre des opposants. Ils recourent aussi à divers procédés illégaux pour exercer la censure sur les médias et les éditeurs.

Quel contraste avec cette déclaration lancée au chah par Khomeyni en 1964, lors d'un discours à Qom resté célèbre : « *Comment voulez-vous moderniser l'Iran si vous faites emprisonner et tuer les intellectuels ? Vous voulez faire des Iraniens des instruments dociles et passifs au service du pouvoir [...] alors que la véritable modernisation est de former des hommes qui aient le droit de choisir et de critiquer, des combattants qui sachent résister à la domination extérieure, à l'injustice et au pillage* ». Ce sont des idées qu'il a reformulées par la suite et que les Iraniens n'avaient pas oubliées quand, à son tour, il a agi comme le chah.

Lors du dixième anniversaire de la révolution khomeyniste, le 12 février 1989, l'ayatollah Montazeri, successeur désigné du Guide, formule de sévères critiques qui lui vaudront d'être destitué et mis en résidence surveillée à Qom : « *De graves erreurs ont ruiné l'image de l'Iran. Les objectifs de la Révolution n'ont pas été atteints !* » Khomeyni, conscient des périls, réagit en prononçant la célèbre *fatwa* appelant à tuer Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*, ce qui provoque une tempête dans le monde et contribue à masquer les luttes intestines pour sa succession et à dissimuler la corruption de certains membres du clergé. Prétendant donner aux chiites une revanche sur l'histoire et sur leurs ennemis héréditaires sunnites, il se pose en chef suprême de l'ensemble du monde musulman, mais il meurt le 3 juin 1989.

J'avais alors ainsi conclu sa nécrologie dans *Le Monde* du 6 juin 1979 : « *S'il a rendu le pouvoir au clergé chiite, ce fut un pouvoir plus soucieux de réhabiliter un passé révolu que d'inventer l'avenir pour permettre aux musulmans d'être au temps du monde. En ce sens, l'imam Khomeyni, inspirateur d'une des plus puissantes révolutions du XXe siècle, aura contribué à faire rentrer l'Iran – et peut-être l'Islam – à reculons dans le XXIe siècle* ». Il n'en demeure pas moins que les éléments novateurs de la période révolutionnaire (1977-1979) et de la Constitution ont contribué à mobiliser la société civile naissante et des religieux réformateurs face aux conservateurs.

Khatami : pour la société civile et le dialogue des civilisations

Mohamad Khatami – cinquante-huit ans en 2002 – est une figure emblématique. Fils d'un *ayatollah ozma*, diplômé de philosophie et des sciences de l'éducation de la faculté de Qom, il est nommé en 1980 ministre de la Culture et de l'Orientation islamique, après deux années passées comme directeur au Centre islamique de Hambourg, le plus grand centre chiite d'Europe. Sa politique d'ouverture et de pluralisme se heurte aux conservateurs. Il démissionne en 1992, en dénonçant « *la montée de l'esprit rétrograde et le climat d'insécurité qui règne sur les activités culturelles* ».

Candidat à la présidence en 1997, il se démarque du successeur de Khomeyni, le Guide Ali Khamenei, qui avait prophétisé : « *Dans un avenir pas si lointain, la civilisation actuelle de l'Occident sera engloutie dans son marécage* ». Il soutient courageusement : « *Nous ne réussirons à aller de l'avant que si nous avons la capacité d'utiliser les apports scientifiques, technologiques et sociaux de la civilisation occidentale* ». Plaidant pour la « *réalisation de la société civile islamique* », il promet d'établir l'état de droit, de garantir le multipartisme et la liberté d'opinion, de respecter le rôle des intellectuels, de favoriser l'accès des femmes aux rôles de responsabilité. Enfin, il propose aux États-Unis « *le dialogue des civilisations* » !

Il est élu le 23 mai avec 70 % des voix – le taux de participation étant supérieur à 80 % – principalement celles des femmes, des jeunes, des religieux réformateurs et des intellectuels laïcs.

Il sera réélu le 8 juin 2001, avec 77 % de voix. En dépit de cette majorité, il n'a pas réussi à tenir ses promesses en mettant en œuvre son programme. Il a cependant évité jusqu'ici de s'opposer de front aux conservateurs qui limitent ses prérogatives, empêchent le parlement de jouer son rôle, violent la Constitution et les droits de l'homme.

En conséquence, des religieux et des intellectuels n'hésitent plus à contester la théorie du *velayat faqih*. Le plus célèbre est Abdolkarim Sorouch – cinquante-huit ans en 2002 – idéologue du régime devenu contestataire dès la fin des années 1980, du vivant de Khomeyni. La réflexion de cet universitaire porte sur les moyens de conjuguer islam et modernité, comme à l'époque de l'âge d'or, comme l'avait promis Khomeyni dans un premier temps. « *Près de 90 % des fuqaha – pluriel de faqih – ne sont pas d'accord avec le principe du velayat faqih* » nous avait-il déclaré en 1995.

Violent réquisitoire de l'ayatollah Tahéri contre le pouvoir

En 2002, quel est le bilan ? Le paysage est contrasté. La population a augmenté de plus de 30 % : 70 millions contre 38,2 en 1979, alors que le PIB a baissé d'environ 50 %. L'État contrôle 80 % de l'économie mais les religieux ont échoué dans la gestion et le taux du chômage est estimé entre 30 et 40 %. Majoritairement rurale avant la Révolution – environ 60 % – la population est devenue citadine à 60 %. Elle compte 65 % de moins de vingt-quatre ans, mais le nombre d'enfants par femme est tombé de 7,20 en 1976 à 3 en 2000.

Sur le plan culturel, la modernisation des campagnes et l'ouverture d'écoles ont permis d'élever le taux d'alphabétisation : 86 % pour les hommes, 75 % pour les femmes – pour les femmes âgées de quinze à quarante-neuf ans, il était passé de 26 % en 1976 à 67 % en 1998. Le nombre des étudiants est passé de 170 000 en 1978 à 1 200 000 en 1997 et 1 700 000 en 2002 ; les filles sont environ 40 % – plus de 50 % en médecine – et dans nombre de disciplines elles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons. Le cinéma iranien, florissant, a obtenu des prix dans les grands festivals de Cannes, Venise... Les publications périodiques sont passées de cent huit en 1988 à 574 en 1995 pour atteindre près de huit cents en 1997 et le nombre de quotidiens oscillait entre trois et quatre millions d'exemplaires jusqu'en 1999, année où le régime a durci la censure et la répression. Les Iraniens compensent grâce à l'Internet, aux radios étrangères et aux antennes paraboliques mais leur mécontentement va croissant.

Le 10 juillet 2002, l'ayatollah Jalaeddine Tahéri – soixante-seize ans – qui avait joué un rôle important dans l'instauration de la République islamique, a provoqué un séisme religieux et politique en démissionnant spectaculairement de sa fonction d'imam de la prière d'Ispahan. Il a notamment déclaré : « *Je ne peux plus tolérer le chaos [...] et la corruption généralisée à tous les niveaux* ». Dans une lettre d'une rare violence, il critique le Guide suprême, s'élève contre les mesures policières dont est victime l'ayatollah Montazéri et dénonce pêle-mêle : « *le chômage, l'inflation, la hausse quotidienne des prix, l'écart diabolique entre les pauvres et les riches, l'économie malade, la bureaucratie corrompue, les pots-de-vin, l'escroquerie, l'incompétence des autorités et la défaillance de la structure politique du pouvoir* ». Depuis la prise de position en 1989 du chef de l'État l'ayatollah Montazéri, c'est la première fois qu'un réquisitoire d'une telle vigueur contre le régime est dressé par un dignitaire religieux. Jusqu'ici, conservateurs et réformateurs, notamment le Guide Ali Khamenei et le président Khatami, avaient réussi à éviter l'épreuve de force publique. Sans doute chercheront-ils une fois de plus un compromis. Il n'empêche que les revendications de la société civile ont été confortées par l'ayatollah Tahéri et que la République islamique est désormais à la croisée des chemins.

Paul Balta

Novembre 2009

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



Ruhollah Khomeyni, Savonarole de l'Islam
Paul Balta
In Islam, civilisation et société publié sous la direction de Paul Balta
Éditions du Rocher, Paris, 2e édition 2001



1979, Iran, la révolution islamique
Chapour Haghigat
La Mémoire du siècle
Complexe, Bruxelles, 1996



Anthropologie de la révolution iranienne : Le rêve impossible
Khosrokhavar Farhad
Comprendre le Moyen-Orient
L'Harmattan, Paris, 2000



Le printemps iranien ?
Azadeh Kian
Les Cahiers de l'Orient, Paris, 1998



Iran : Comment sortir d'une révolution religieuse
Farhad Khosrokhavar et Olivier Roy
Seuil, Paris, 1999



Iran, incertain avenir
Sous la direction de Azadeh Kian
Les Cahiers de l'Orient, hiver 2000, Paris



Islam et démocratie : de la nécessité d'une conceptualisation. L'exemple iranien.
Nouchine Yavari d'Hellencourt
In Sociétés musulmanes et démocratie, CEMOTI 27
Paris, 1999